

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 33/3 (2006)

DOI: 10.11588/fr.2006.3.50184

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Tragweite wird nicht präzise erhellt, wie z. B. beim wiederholt eingesetzten, gerade im hiesigen Kontext doch mehrdeutigen Attribut »repräsentativ«. Die enzyklopädisch gehaltenen Ausführungen zur tatsächlich hochsignifikanten Ikonologie der Materialien bleiben ein wenig zu unverbunden-allgemein neben den konkreten Objektbesprechungen stehen.

Grundsätzlich ist es zwar berechtigt, den Denkmälern dieser Zeit aus einer wertgebundenen, etwa einer Autonomieästhetik verpflichteten, Perspektive nur sekundären Rang zuzubilligen, aber gerade vor dem Hintergrund ihrer ideologischen Funktionalisierung entbindet diese Einsicht nicht von einem genaueren Blick auf die historische Genese der eingesetzten, teilweise hochkomplex kombinierten Pathosformeln. Mit Hilfe des letztgenannten Analyseterminus hätten sich die Ebenen von Formen- und Bedeutungswandel passabler relationieren lassen, ohne sich sogleich im Dickicht kunsthistorischer Feinauflösungen zu verlieren und ohne den Anschluß an die politische Semantik aufzugeben. Beispielsweise wird die einleitend, also an prominentem Ort aufgestellte These des Versagens christlicher Ikonographie, erst im Resümee wieder wirklich aufgegriffen. Auch die Demokratisierung des Gefallenendenkmals durch Anonymisierung hätte stringenter zum Leitfaden ausgebaut werden können. Und ein tiefgehender Rückblick auf die Niederlage und Revolution vorausgehende Epoche des Kaiserreichs und seiner Denkmalkultur, die immerhin mit dem Schlagwort der »Denkmalwut« oder »-pest« gekennzeichnet worden war, hätte sich gerade vor dem Hintergrund der grundsätzlichen Umstellung zumindest der kontextuellen Vorzeichen nach 1918 vielleicht als nützlich erweisen können. So erscheinen hier die »wilhelminischen« Denkmalschöpfungen etwas zu homogen als nur akademisch oder konsensuell, während sie dies doch schon ab der Jahrhundertwende in Form und Bedeutung nicht mehr durchgängig waren. Wenn derartige Dichotomien zugunsten stärkerer Ambivalenzanalysen vermieden worden wären, hätte sich die etwas unentschieden anmutende Bilanz, bestimmte Formen oder Materialien seien nur schwerlich mit politisch-ideologischen Trägerprofilen eindeutig korrelierbar, aber andererseits ließe sich dennoch eine Präferenz der Linken und republiktragenden Demokraten für »moderne, kubistische oder expressionistische Formen« ausmachen, eventuell geschickter auflösen lassen.

Aber derartige Ausweitungen hätten der kompakten Studie sicherlich auch etwas von ihrer praktischen Handlichkeit genommen. Als extrem wertvoll und informativ erweist sich nicht zuletzt der Ausblick, der das Schicksal der Denkmäler der Zwischenkriegszeit im bald geteilten Berlin der Siegermächte skizziert und hier verdienstvoller Weise den Bogen bis zu aktuellsten Entwicklungen spannt – insofern läßt sich Saehrendts Quellenhebung trotz kleiner Konzeptionsschwächen eben doch als präzise informierende Bestandsaufnahme lesen, die jeder Denkmal- wie Berlininteressierte mit deutlichem Gewinn zur Hand nimmt.

Markus DAUSS, Frankfurt a. M.

Frano ILIĆ, Frankreich und Deutschland. Das Deutschlandbild im französischen Parlament 1919–1933, Münster (LIT) 2004, 286 p. (Politische Soziologie, 19), ISBN 3-8258-6707-2, EUR 35,90.

L'objectif que s'est fixé Ilić, c'est de dégager les traits essentiels des perceptions de l'Allemagne qui avaient cours parmi les élites parlementaires françaises entre la fin de la Première Guerre mondiale et l'arrivée d'Hitler au pouvoir. S'il a choisi les élites parlementaires comme objet d'étude, c'est en raison du rôle central occupé par celles-ci au sein des régimes démocratiques – et singulièrement de la France de la Troisième République. En matière de politique étrangère, nous dit-il, le parlement français de l'époque constituait un relais institutionnel essentiel pour la prise en compte des points de vue de l'opinion publique au niveau des procédures de décision. Afin de rendre compte des représentations qui formaient la trame des échanges entre députés, sénateurs et ministres français au sujet de l'attitude à

adopter envers la République de Weimar, Ilić a procédé à une analyse qualitative du *corpus* formé de discours et autres contributions aux débats parlementaires dont il disposait et a replacé dans leur contexte historique et biographique les prises de positions des grands leaders. Les représentations en question, il les examine notamment en s'appuyant sur les travaux de Walter Lippmann ou ceux plus récents de Wolfgang Leiner et Michael Jeismann.

Après des considérations générales relatives au parlementarisme français et à la perception de l'Allemagne dans l'Hexagone avant 1919, l'étude est consacrée pour les trois quarts à l'analyse des perceptions de l'Allemagne qui avaient cours dans les groupes politiques pendant la période considérée. L'idée centrale de cette analyse est qu'on pouvait observer entre 1919 et 1933 au sein des élites françaises un clivage entre deux représentations du pays voisin: il y avait, d'une part, ceux qui affirmaient l'existence de deux Allemagnes et, d'autre part, ceux qui refusaient cette manière de voir et estimaient au contraire que l'Allemagne entière avait adopté comme références exclusives les valeurs prussiennes. Les représentants de la conception d'une Allemagne monolithique se rencontraient surtout au sein du centre droit, de la droite et de l'extrême droite. Pour ces hommes, adversaires du Reich avant 1914 et très virulents dans leurs propos pendant la guerre, l'Allemagne n'avait pas changé depuis le départ de Guillaume II et c'était l'unité même du Reich qui mettait l'Europe en péril. D'où leur insistance sur la nécessité d'une fermeté sans faille vis-à-vis de la République de Weimar.

Les tenants de l'autre vision avaient eux aussi envisagé l'Allemagne sous un angle très critique pendant le conflit de 1914–1918. Mais, dès le début des années vingt, ils avaient révisé partiellement leur position antérieure et incité à une certaine souplesse à l'égard de Berlin. Il fallut toutefois attendre l'échec de la politique de Poincaré après la crise de 1923 pour qu'ils commencent à inspirer véritablement la politique allemande de la France. C'est au moment où Briand fut le locataire du Quai d'Orsay que ces hommes purent faire avancer leurs idées. Comme le fait bien ressortir l'auteur, un moment-phare pour ces partisans d'une vision nuancée de l'Allemagne fut le débat en vue de la ratification des accords de Locarno. Le résultat du scrutin (79% en faveur des accords) ne devrait cependant pas donner lieu à de fausses interprétations. Après 1925, on n'observa pas une conversion de la majorité des parlementaires français à une vision positive de l'Allemagne.

Dans la seconde partie de son livre, Ilić montre au contraire que les clivages d'avant Locarno ne s'estompèrent pas en France à partir du moment où Stresemann devint le partenaire privilégié de Briand. En plus de l'enracinement profond de certaines perceptions de l'Allemagne qu'elle attesterait au sein de la classe politique française, cette persistance des représentations héritées de la fin du XIX^e siècle expliquerait en grande partie pourquoi une importante majorité des politiciens français se révéla incapable de prendre la mesure réelle du péril qui était en train de naître dans l'Allemagne du début des années trente. Par delà la permanence en France des deux schémas de représentation de l'Allemagne qui remontaient à l'époque d'avant 1914, Ilić met en valeur également des positions divergentes de celles de cette majorité, que l'on rencontrait à gauche comme à droite. Elles étaient le fait d'hommes venus à la politique après la guerre de 1914–1918 comme Pierre Viénot qui, dès 1925, soulignait que seul le renoncement à des positions essentiellement idéologiques et à des perceptions basées sur des *a priori* permettrait un engagement sur la voie du réalisme dont Français comme Allemands avaient le plus grand besoin. Ce point de vue d'un homme de gauche n'était tout compte fait pas très éloigné de celui que défendait au début des années trente Paul Reynaud. Le futur président du Conseil estimait pour sa part qu'on n'avancerait pas sur la voie de l'avenir tant qu'on n'abandonnerait pas la théorie des «deux Allemagnes» ainsi que celle d'une Allemagne monolithique. Car pour lui, il fallait se rendre à une évidence: on avait affaire à un pays très complexe et constamment en évolution, qu'il fallait observer et étudier sans recourir à des schémas préétablis si on désirait le comprendre et collaborer réellement avec lui.

Si on met à part des imperfections de forme – y compris de syntaxe – et quelques inexactitudes qu'une relecture plus serrée aurait permis d'éliminer, l'étude écrite par Ilić constitue

une contribution utile à l'analyse de la représentation de l'Allemagne dans les cercles parlementaires parisiens à l'époque de la République de Weimar. De facture classique, elle ne laisse dans l'ombre aucune des forces qui constituaient l'échiquier politique de la Troisième République. L'un de ses aspects intéressants est l'accent mis sur la valeur fonctionnelle des perceptions de l'Allemagne diffusées par les responsables politiques français. L'une des idées vérifiées par les textes analysés est bien connue des spécialistes des études de perceptions: en s'exprimant dans un sens donné sur l'Allemagne à la tribune du parlement ou dans tout autre cadre, les hommes politiques évoqués ici avaient présents à l'esprit des objectifs précis en matière de politique intérieure ou étrangère et c'était souvent prioritairement des perceptions propres à servir ces objectifs qu'ils diffusaient. Ainsi, en 1922, c'est en partie dans le but de reconstituer l'union du Bloc national que Poincaré remit en honneur la rhétorique »bleu horizon« quand il se prononçait sur la situation en Allemagne. Briand, pour sa part, poursuivait d'autres visées quand il défendait une vision nuancée de l'Allemagne: ce qui guidait ses propos, nous dit Ilić, était la conviction que la France n'était pas assez forte pour se lancer dans une confrontation avec sa voisine et que, de ce fait, il lui fallait tout tenter pour empêcher que la République de Weimar ne soit attirée par une alliance avec la Russie soviétique. Ceci prouve, telle est l'idée exprimée à la fin du livre, que c'est bien la situation politique de la France, les convictions de ses représentants à cet égard et les buts des différents groupes du parlement français en matière de politique étrangère qui ont contribué à façonner la perception du pays voisin pendant la période cruciale des relations franco-allemandes.

Michel GRUNEWALD, Metz

John Maynard KEYNES, *Freund und Feind. Zwei Erinnerungen*. Aus dem Englischen von Joachim KALKA. Einleitung von Dorothea HAUSER, Berlin (Berenberg) 2004, 128 S., ISBN 3-937834-00-1, EUR 19,00.

John Maynard Keynes (1883–1946) war nicht nur der prägende Ökonom des 20. Jhs., der 1920 durch seine entschiedene Kritik am Friedensvertrag von Versailles bekannt geworden ist. Er war auch Publizist, Beamter und Regierungsberater und engagierte sich als Theaterintendant, Mäzen und Sammler für die britische Kunst- und Kulturlandschaft. Sein vielseitiges Talent und seine schillernde Persönlichkeit kommen in zwei autobiographischen Essays zutage, die erstmals in deutscher Übersetzung vorliegen. Keynes trug sie 1920 bzw. 1938 im Memoir Club der Bloomsbury-Gruppe um Virginia und Leonard Woolf vor. Beide Texte erschienen nicht zu seinen Lebzeiten, Keynes gab sie aber testamentarisch – im Gegensatz zu anderen unveröffentlichten Aufzeichnungen – ausdrücklich für eine Publikation frei.

In »Dr. Melchior. Ein besiegter Feind« (1920) beschreibt Keynes den Beginn seiner Freundschaft zu Carl Melchior, jüdischer Privatbankier aus Hamburg, auf den er erstmals im Januar 1919 als Mitglied der britischen Waffenstillstandskommission in Trier traf. Keynes begleitete eine Delegation, die in mehreren Gesprächsrunden die aus dem Waffenstillstandsabkommen hervorgehende schwierige Problematik des Embargos gegen Deutschland, der Versorgung der Bevölkerung mit Nahrungsmitteln und der Auslieferung der deutschen Handelsflotte lösen sollte. Spitzzünftig und sich seiner intellektuellen Überlegenheit sehr bewußt, beschreibt Keynes die Atmosphäre im Diplomatenmilieu vor Beginn der Friedenskonferenz und die internationalen Protagonisten, unter anderem den »Bauern« Foch und die dem »Hunnen«-Klischee entsprechenden Deutschen. Positiv trat allein der sowohl sorgfältig gekleidete als auch klar denkende Melchior hervor, denn »nur er wahrte die Würde der Niederlage«. Im Verlauf der Verhandlungen, deren Höhepunkt die Sitzung des Obersten Kriegsrats am 8.3.1919 in Paris war, gelang es Keynes in zwei privaten